

L'hon. M. Turner: Je suis prêt à me priver de dîner pour vous écouter.

L'hon. M. Dinsdale: Ça c'est bien.

L'hon. M. Lambert: Comme je l'ai signalé l'autre soir, nous avons beaucoup parlé au cours des mois et des années de la politique gouvernementale relative aux investissements étrangers. Puis le grand jour s'est levé. L'aurore fut grise, assombrie de nuages. Le soleil n'est pas venu éclairer notre pays à la suite de ce rapport. On a pris une mesure repressive et mesquine, visant à créer un organisme de contrôle dont la compétence est très douteuse au sein de la province même. Franchement, je m'attendais à ce que le ministre fasse quelque chose à ce sujet, car je crois que le public canadien, en particulier les hommes d'affaires et les investisseurs, jusqu'au plus petit acheteur de fonds communs, de placement s'attendaient à ce que le ministre prenne l'autre mesure, celle qui compléterait ce qui leur semblait un système logique de lutte contre l'emprise étrangère.

Je comprends qu'on établisse un organisme de surveillance, mais je ne suis pas d'accord sur ce qu'on annonce dans ce bill. D'autre part, je pensais que le ministre des Finances verrait les choses sous un nouveau jour, compte tenu de sa formation et de ses déclarations sur sa façon de concevoir sa tâche et vu l'échec total des politiques antérieures du gouvernement, auxquelles le ministre fait allusion dans son budget, et pas seulement en passant, lorsqu'il parle des effets paralysants de l'inflation. Qui a laissé l'inflation suivre son cours? Le ministre parle des ennuis du chômage. L'ancien ministre du Travail en est-il responsable? Je ne le crois pas. C'est l'administration générale qui en est responsable. Car enfin, quand le chômage a baissé momentanément, le mérite en a été attribué, pour une bonne part, au prédécesseur du ministre.

Le premier ministre (M. Trudeau) a dit que l'inflation avait été enrayée. Je m'attendais à quelque chose de nouveau, et j'espère que le ministre des Finances verra bientôt les choses sous un nouvel éclairage. Peut-être peut-il modifier le bill et présenter une autre recommandation. Que pense-t-il d'un stimulant pour les Canadiens qui investissent dans les entreprises canadiennes? Je ne veux pas dire la liste que le ministre a sortie l'autre après-midi, en réponse à l'une de mes questions à propos de l'intérêt autorisé sur l'achat d'entreprises canadiennes par d'autres entreprises canadiennes. Le gouvernement a apparemment trouvé son chemin de Damas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ils l'ont tous trouvé.

L'hon. M. Lambert: Et il y a la règle de l'activité principale.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il est encombré.

L'hon. M. Lambert: Le député ne faisait pas partie du comité des finances qui a élaboré ces propositions il y a trois ans.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le député me permettrait-il une remarque? Dans ma dernière intervention je disais que le chemin de Damas était encombré.

L'hon. M. Lambert: Je parlais de la règle de l'activité principale qui a constitué l'un des empêchements réels à la participation canadienne. Au début des années 50, je me suis occupé d'exploitation pétrolière et s'il est une

[L'hon. M. Lambert.]

chose qui interdisait aux Canadiens de participer en indépendants à l'exploitation de permis pétroliers et les empêchaient de les obtenir ainsi que de détenir des intérêts rentables dans cette industrie, c'est bien cette règle bureaucratique inepte adoptée Dieu sait où, peut-être dans le centre du Canada, soit la règle de l'activité principale. Selon le ministre, le gouvernement a fait des pas de géant dans ce domaine.

Aux termes du bill C-259, nos concitoyens sont toujours de 80 p. 100 désavantagés par rapport aux Américains en matière de recherche, d'exploration et d'exploitation au Canada. Un Américain jouit d'un avantage de 80 p. 100 sur un Canadien dans la recherche et l'exploitation de richesses naturelles au Canada. Vous demandez par quoi les Canadiens ont été gênés. Pourquoi adopter cette règle stupide de non déduction des intérêts lorsqu'il s'agit de concurrencer des Américains avantagés? Le premier ministre a déclaré que vivre à proximité des Américains peut se comparer au cas d'une souris dormant à côté d'un éléphant. Le moindre grognement chez ce dernier a tout du tremblement de terre pour la souris. L'exploitation à l'échelle industrielle, que nous l'admettions ou non, fait intervenir des considérations géographiques continentales. Le ministre connaît parfaitement les obstacles qui s'opposent au passage des capitaux d'un côté à l'autre de la frontière. Ils sont nuls. En fait, il existe depuis longtemps une politique financière continentale. Nos amis du sud ont tout avantage à venir au Canada mais notre régime fiscal interdit aux Canadiens d'entrer en compétition à égalité.

• (1540)

Le ministre me déçoit. Je pensais qu'il aurait au moins essayé de donner aux Canadiens une position d'égalité face à la concurrence. J'irais même beaucoup plus loin, monsieur l'Orateur. Je serais personnellement prêt, avec l'appui du peuple canadien, je pense, à accorder un traitement de faveur aux Canadiens et aux sociétés canadiennes, sans craindre de représailles ou quoi que ce soit de qui que ce soit. Vous savez, monsieur l'Orateur, lorsque les Canadiens essaient d'investir dans d'autres pays, et certains le font, malgré quelques-unes des propositions du bill C-259, ils se heurtent à des règlements qui protègent les gens de ces pays, et personne n'y voit d'objection. Pourquoi le ministre ne ferait-il rien pour les investisseurs canadiens? Pourquoi ne leur offrirait-il pas une possibilité? Je ne veux pas dire par là qu'ils doivent nécessairement avoir la possibilité de racheter l'industrie canadienne. Je sais que cela est impossible. Ce n'est qu'une illusion. Les néo-démocrates n'y croient pas tous. Les membres de l'aile Waffle se bercent d'illusions. Ils pensent pouvoir la racheter.

L'hon. M. Mackasey: Ils écoutent derrière le rideau.

L'hon. M. Lambert: Monsieur l'Orateur, mon honorable vis-à-vis voit ce qui se passe derrière moi et les députés qui sont derrière moi et à ma gauche auront l'occasion de prononcer des discours. Il n'est pas question de la racheter, mais n'y a-t-il pas des moyens d'encourager les Canadiens à délaissier les valeurs américaines, à encourager les fonds mutuels canadiens et à investir au Canada?